

# ACTION URGENTE

## CHINE. DES MILITANTS EXPULSÉS RISQUENT LA TORTURE

**Deux militants chinois reconnus comme réfugiés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) risquent d'être victimes de torture et d'autres mauvais traitements depuis qu'ils ont été expulsés par la Thaïlande, probablement vers la Chine.**



Les militants chinois **Jiang Yefei** (à gauche) et **Dong Guangping** risquent fortement de faire l'objet d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que d'un procès inique en Chine depuis qu'ils ont été expulsés par la Thaïlande. Ces deux hommes ont été arrêtés le 28 octobre 2015 par les autorités thaïlandaises car ils n'avaient pas de visa valable. Leurs familles n'ont pas été informées officiellement de leur expulsion, survenue entre le 12 et le 16 novembre, et n'ont aucun contact avec eux depuis le 5 novembre.

Jiang Yefei et Dong Guangping ont déjà été appréhendés en Chine en raison de leur militantisme pacifique. Le premier a été arrêté et torturé en mai et août 2008 après avoir critiqué la réaction des autorités au séisme qui a ravagé la province du Sichuan la même année. Il s'était enfui peu de temps après avec sa femme en Thaïlande et s'est vu accorder le statut de réfugié par le HCR en avril dernier.

Dong Guangping a été maintenu en détention en Chine entre mai 2014 et février 2015 pour avoir participé à un événement en hommage aux victimes de la répression des manifestations organisées en 1989 sur la place Tiananmen. Il est parti en Thaïlande en septembre dernier avec sa femme et sa fille pour échapper au harcèlement. Au moment de son arrestation, le HCR étudiait sa demande de statut de réfugié, qui a depuis été approuvée.

Jiang Yefei et Dong Guangping étaient censés rester dans une prison de Bangkok jusqu'au 20 et 25 novembre respectivement pour avoir bafoué les lois relatives à l'immigration et ne pas avoir payé les amendes correspondantes. Pendant ce temps, le HCR aurait pu s'occuper de leur transfert vers un autre pays capable d'assurer leur protection. Le 6 novembre dernier, des personnes inconnues des deux hommes et de leurs familles ont payé ces amendes, ce qui a entraîné le transfert immédiat des militants vers le centre de détention pour migrants et leur expulsion quelques jours plus tard.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités de révéler immédiatement l'endroit où se trouvent Jiang Yefei et Dong Guangping, ainsi que leur statut juridique ;
- exhortez-les à libérer ces hommes immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction reconnue par le droit international ;
- en attendant, priez-les instamment d'assurer leur protection et de veiller à ce qu'ils ne soient pas victimes de torture ou d'autres mauvais traitements en détention ;
- appelez-les à garantir sans délai qu'ils aient régulièrement et librement accès à leurs familles et à leurs avocats.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 28 DÉCEMBRE 2015 À :**

#### Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun Buzhang  
Gong'anbu, 14 Dongchang'anjie  
Dongchengqu, Beijingshi 100741  
Chine

**Formule d'appel : *Dear Minister, /  
Monsieur le Ministre,***

#### Ministre des Affaires étrangères

Wang Yi Buzhang  
2, Chaoyangmen Nandajie  
Chaoyangqu, Beijingshi 100701  
Chine

**Formule d'appel : *Dear Minister, /  
Monsieur le Ministre,***

#### Copies à :

Premier ministre  
Li Keqiang Guojia Zongli  
The State Council General Office  
2 Fuyoujie, Xichengqu  
Beijingshi 100017, Chine  
Fax : +86 10 65961109

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## CHINE. DES MILITANTS EXPULSÉS RISQUENT LA TORTURE COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les pays d'Asie du Sud-Est bafouent de plus en plus souvent le principe de non-refoulement en cédant aux pressions diplomatiques de la Chine. Plusieurs États ont ainsi remis aux autorités chinoises des dissidents et des membres de minorités ethniques qui s'étaient enfuis. Le 8 juillet 2015, les autorités thaïlandaises ont renvoyé en Chine une centaine de personnes, principalement des Ouïghours, qui risquaient de subir des actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. En décembre 2012, la Malaisie a expulsé six Ouïghours dont la demande d'asile était en cours de traitement auprès du HCR. En décembre 2009, le Cambodge a renvoyé de force 20 demandeurs d'asile ouïghours. Depuis, cinq d'entre eux auraient été condamnés à la réclusion à perpétuité et huit autres à des peines de prison allant de 16 à 20 ans, à l'issue de procès à huis clos.

Amnesty International a recueilli des informations sur l'intervention directe des autorités chinoises en vue de pousser les pays voisins à renvoyer des défenseurs des droits humains en Chine. Le 6 octobre dernier, Bao Zhuoxuan, 16 ans, fils de l'avocate chinoise Wang Yu, et les militants chinois Tang Zhishun et Xing Qingxian ont été emmenés par des agents en uniforme et des individus en civil alors qu'ils se trouvaient dans une pension de Mong La, une ville du Myanmar proche de la frontière chinoise. Après plusieurs jours sans nouvelles, Bao Zhuoxuan a été renvoyé chez ses grands-parents à Ulan Hot, dans la région autonome de Mongolie intérieure (nord de la Chine), où il est assigné à résidence. Les médias chinois ont dénoncé les actes des deux hommes qui voyageaient avec lui, et les militants qui plaident en faveur de leur libération pensent qu'ils sont détenus par les autorités chinoises.

Noms : Jiang Yefei, Dong Guangping

Hommes

AU 259/15, ASA 17/2880/2015, 16 novembre 2015

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

